



Union Départementale CGT du Lot

Bourse du travail - Place Rousseau - 46000 Cahors

☎ 06 82 02 95 89 sg.udcgt46@orange.fr

Discours du 31 mars 2016

Nous sommes aujourd'hui encore très nombreux dans les différentes manifestations et notamment dans le Lot, « vous êtes là le LOT, on vous entend pas » ! Avec aujourd'hui de nombreux appels à la grève dans les entreprises pour dire NON à la loi El Khomri !

Comme partout en France c'est aujourd'hui encore un vent de révolte qui se lève contre la casse du code du travail et le dynamitage généralisé des garanties collectives.

Ce vent de révolte, qui se lève aujourd'hui avec la jeunesse, les salariés, les privés d'emploi, les retraités et « la flotte », ne connaîtra pas de repos jusqu'à son retrait total !

Nous disons d'une seule voix : non à la généralisation de la précarité, non à la soumission au capital, à la finance et aux patrons ! oui au développement humain durable ! oui au progrès social !

Pour cette journée, la CGT se réjouit de l'unité syndicale, même partielle ! La division syndicale handicape en premier lieu : les salariés et les Citoyens, elle pénalise les luttes et empêche la montée du rapport de force, seule condition pour imposer nos revendications.

Car quand certaines organisations syndicales font le choix de valider tous ce qui vient du gouvernement et du MEDEF, elles font tout simplement le choix d'accentuer l'austérité sur les salariés, retraités et privés d'emploi.

En fait la division syndicale ne profite qu'au patronat, au capitalisme et aux reculs sociaux.

On nous baratine à longueur de journée, que parce que le monde aurait changé, qu'il faudrait que nous acceptions d'abandonner nos droits et garanties collectives.

Pourtant, l'exploitation des femmes et des hommes par le capital, aidé par les gouvernements successifs, n'a jamais cessé et se renforce régulièrement :

Individualisation à outrance, concurrence acharnée, tout concourt à isoler les salariés et Citoyens, et à provoquer le repli sur soi.

État d'urgence, criminalisation de l'activité syndicale, répression policière sauvage et aveugle, notamment dernièrement sur les étudiants et lycéens, tout est mis en œuvre pour gouverner par la peur et étouffer la contestation qui ne cesse de grossir chez les salariés et la jeunesse de ce pays.

Nos élus, notamment ceux de la majorité parlementaire ont une responsabilité dans cette politique de casse sociale, hier encore Dominique Orliac députée du Lot s'est réveillée et nous a interpellés pour discuter du contenu de cette loi et des amendements éventuels.

Nous lui avons rappelé que le projet de loi, même partiellement nettoyé, restait inacceptable et ce que nous voulions c'était le retrait de cette loi, qui n'est ni négociable, ni amendable !

Les députés et Sénateurs du Lot n'ont pas été élus pour nous matraquer et nous réduire à l'esclavage, non !

Non, ce ne sont pas nos garanties et nos libertés qui sont responsables du chômage de masse dans notre pays et en Europe. Les responsabilités sont bien établies c'est la financiarisation de l'économie, la spéculation sans frein, l'argent détourné de l'investissement et des salaires qui est responsable d'une situation devenue insupportable par la très grande majorité d'entre nous.

Nous voulons tous simplement une juste répartition des richesses créées dans ce pays !

Notre département n'est pas épargné par ce fléau, avant hier encore à Cahors ce sont les salariés de la SOLEV à Martel qui manifestaient contre le plan social qui va laisser sur le carreau un tiers des salariés de leur entreprise, il y a aussi Solustil filiale d'Arcelor Mittal à Biars qui est sur la sellette !

Comme de nombreuses entreprises qui font des bénéfices extravagants, elles jettent, licencient les salariés, tout comme Air France, la poste etc....! Que dire aussi du patron de Peugeot qui s'octroie un salaire mirobolant de plus de 5 millions d'euros après avoir supprimé plus de 17000 emplois ! Les efforts encore une fois ce sont les salariés qui les ont fait, et ce sont les actionnaires et le patron qui engrangent !

Nous ne sommes ni réactionnaires, ni amnésiques, ni absurdes, mais force est de constater que ce sont toutes les grandes conquêtes sociales comme l'interdiction du travail des enfants, les congés payés, la réduction du temps de travail, l'édification d'un grand système de protection sociale et la création de nos services et entreprises publiques qui ont permis croissance, prospérité, développement économique et développement des libertés pour toutes et tous.

La vision d'avenir des politiques qui se sont succédé n'ont créé que du désespoir pour la jeunesse au profit des actionnaires et des banquiers. De cette société là on n'en veut pas !

Nous demandons le retrait de la loi El Khomri, nous exigeons l'augmentation massive des salaires et pensions, avec un salaire minimum à 1700€, nous voulons le partage du travail avec la réduction du temps de travail à 32h, pour travailler tous et travailler mieux, nous voulons une sécurité sociale professionnelle qui pour les salariés qui garantisse la continuité de leurs droits entre les périodes de travail et les périodes sans emploi.

C'est dans les situations les plus fragiles que les systèmes de protection sociale doivent être les plus solides.

D'autres choix de société existent, oui au développement humain durable, oui à un partage plus juste des richesses, non à l'exploitation humaine !

Tous ensemble, nous sommes déterminés et nous continuerons jusqu'au retrait pur et simple du projet de loi El Khomri et nous vous appelons d'ores déjà à préparer les prochains rendez du 5 et 9 avril.

On lâche rien !

Le SG

Matence Patrice